

Introduction

Autor(en): **Freymond, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **21 (1963)**

Heft [1]: **La Suisse, l'URSS et l'Europe orientale**

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-135618>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Introduction

JACQUES FREYMOND

directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève.

L'étude de l'Union soviétique et du système dit socialiste implique de la part de celui qui s'y livre un effort considérable.

Il faut tout d'abord apprendre à connaître les peuples qui sont régis par ce système, préciser le cadre géographique dans lequel ils se sont formés et se meuvent aujourd'hui, pénétrer leur longue histoire, les situer en un mot dans l'espace et dans le temps.

Mais il s'agit d'évaluer l'importance de la rupture produite par la révolution bolchévique de 1917 dans la continuité historique de la Russie et, à cet effet, d'analyser non seulement les fondements du marxisme-léninisme, mais l'usage qui en a été fait, l'interprétation qui en a été donnée dans la pratique par les hommes qui s'en réclamaient. Il n'est pas d'explication valable de la politique de la Russie soviétique qui ne s'appuie sur une connaissance approfondie de son contenu idéologique. Car, quelle que soit l'influence des facteurs géographiques et de quelques traits permanents du caractère national, il n'en est pas moins certain que l'arrivée au pouvoir de Lénine et de ses camarades bolchéviques a eu pour conséquence une transformation révolutionnaire du système économique et social de la Russie, mais également une modification de la nature de ses relations avec les autres Etats.

On sait dans quelles conditions cette rupture révolutionnaire s'est produite et le démenti que son caractère même apportait au schéma marxiste: les chefs bolchéviques se trouvaient maîtres du pouvoir avant même que les conditions dites objectives de l'instauration du socialisme eussent été réalisées. D'où l'obligation de travailler à l'établissement de cette infrastructure qui normalement aurait dû précéder leur révolution. Mais la conscience de la précarité de leur situation devait les pousser non seulement à se protéger d'interventions étrangères, mais à chercher à l'extérieur des alliés par une extension de la révolution. Il ne suffisait pas de s'emparer du pouvoir en Russie. Il fallait encore, s'appuyant sur l'exemple de ce premier Etat socialiste, inciter les prolétaires des autres pays à la révolte. L'échec de la révolution allemande porta un coup décisif à la prédication trotskyste de la révolution permanente. Mais le thème stalinien de l'édification du socialisme dans un seul pays n'impliquait pas l'abandon de la révolte mondiale. Sous Staline comme sous Lénine, la politique devait être la guerre continuée par d'autres moyens.

C'est qu'il ne pouvait en être autrement. Dès l'instant, en effet, qu'on se fixait pour objectif l'instauration d'une société communiste qui impliquait le dépérissement de l'Etat tout en déclarant, d'autre part, que l'impérialisme capitaliste était inévitablement

générateur de guerre, on se trouvait contraint, pour franchir l'étape du socialisme au communisme en Union soviétique, de travailler à la destruction de cet impérialisme capitaliste par la révolution mondiale. Mais cette politique révolutionnaire était pratiquée par une puissance qui n'entendait pas s'exposer inutilement. L'objectif stratégique ne pouvait être atteint sans de longs efforts. L'expérience des années 1917 à 1921 avait enseigné la patience et la prudence. Il fallait donc, en attendant, s'insérer dans le système d'Etats existant, reconnaître l'existence de systèmes sociaux différents, se conformer à certaines règles de droit international qui dans ces circonstances pouvaient être de quelque utilité.

D'où, par exemple, cette référence si constante et stricte à la souveraineté des Etats, qui couvrait les mesures destinées à maintenir l'Union soviétique à l'abri de toute influence étrangère. D'où la proclamation répétée de la coexistence de deux systèmes capitaliste et socialiste. Mais cette reconnaissance de la coexistence, pas plus que l'appel à la souveraineté, ne signifient que l'Union soviétique ait jamais abandonné la lutte pour la victoire définitive du communisme dans le monde. La non-intervention doit jouer au bénéfice de l'Union soviétique et des pays appartenant au système socialiste qui, au nom de l'irréversibilité du mouvement historique vers le socialisme, contestent aux Etats dits capitalistes le droit, qu'ils se réservent à eux-mêmes, d'exporter leur conception de l'organisation de la société¹.

Les déclarations de M. Khrouchtchev sur l'inéluctable victoire du communisme, sur les guerres de libération nationale, sur le rôle de l'Union soviétique à l'égard du prolétariat des pays dits capitalistes ne diffèrent guère de celles de ses prédécesseurs. Qu'on pense en particulier à ses déclarations du 6 janvier 1961 sur les guerres de libération nationale : « De telles guerres peuvent-elles avoir lieu à l'avenir ? », se demandait-il après avoir évoqué la guerre d'Indochine, celle d'Algérie et la révolte cubaine. « Oui. Et de telles insurrections ? Oui. Mais ces guerres sont précisément synonymes d'insurrections populaires. Dans d'autres pays, peut-il se créer des conditions où la patience du peuple sera épuisée et où il s'insurgera, les armes à la main ? Oui. Quelle est l'attitude des marxistes envers de telles insurrections ? La plus positive. On ne saurait mettre sur le même plan ces insurrections et les guerres entre Etats, les guerres locales, parce que, dans ces insurrections, le peuple lutte pour l'application de son droit à l'autodétermination, pour son développement social et national indépendant : ce sont des insurrections contre les régimes réactionnaires pourris, contre les colonialistes. Les communistes

¹ La déclaration des 81 partis de novembre 1961 contient, il est vrai, une remarque opposée : « Fidèles à la doctrine marxiste-léniniste, les partis communistes ont toujours été hostiles à l'exportation de la révolution. » Mais à cette phrase succèdent ces autres remarques : « En même temps, ils luttent résolument contre l'exportation impérialiste de la contre-révolution. Ils considèrent de leur devoir international d'appeler les peuples de tous les pays à s'unir, à mobiliser dans chaque pays toutes leurs forces, à mener une action énergique et, prenant appui sur la puissance du système socialiste mondial, à prévenir ou à repousser résolument l'intervention des impérialistes dans les affaires du peuple de n'importe quel pays qui a entrepris la révolution. » (*La Nouvelle Revue Internationale*, décembre 1960, p. 195). On connaît assez d'ailleurs l'action du *Komintern* et du *Kominform* pour interpréter comme il convient ce passage de la déclaration.

appuient totalement ces guerres justes et se trouvent aux premiers rangs des peuples qui mènent une lutte de libération¹ ».

Il s'agit ici de l'appui apporté à des guerres de libération engagées indépendamment de l'action de l'URSS. A plus d'une reprise, d'ailleurs, M. Khrouchtchev a raillé ceux qui attribuent à l'intervention de l'Union soviétique les nombreuses révoltes, insurrections et révolutions qui ont marqué l'histoire de ce récent après-guerre. Et l'on aurait tort, en effet, de voir chacune de ces crises comme un effet de l'intervention du communisme international, alors qu'elles sont bien plutôt le produit de circonstances particulières aux pays où elles se déclenchent ou l'aboutissement d'une évolution influencée par des facteurs très divers. Il n'en reste pas moins que les encouragements apportés, en public et en secret, dès 1917, à tous les éléments d'opposition au système dit capitaliste, et l'organisation systématique du mouvement communiste sur le plan mondial ont largement contribué à l'éclatement de ces explosions locales et à leur orientation politique.

Cependant, si la pensée et l'action de M. Khrouchtchev s'inscrivent bien dans le cadre défini par Lénine déjà, si l'objectif stratégique reste le même, les circonstances ont conduit à une modification assez sensible dans l'appréciation des relations entre l'Union soviétique et les Etats dits capitalistes. La guerre n'est plus considérée comme inévitable. « La coexistence pacifique n'est pas simplement l'absence d'une guerre, déclare M. Khrouchtchev dans son rapport du 17 octobre 1961 au XXII^e Congrès du Parti, pas plus qu'une trêve provisoire et précaire entre deux guerres ; c'est la coexistence de deux systèmes sociaux opposés, basée sur le refus mutuel d'employer la guerre comme moyen de régler les différends entre Etats² ».

La guerre n'est plus considérée comme inévitable tout d'abord parce qu'elle est devenue trop destructrice, mais aussi parce que l'URSS se considère comme assez forte, assez puissamment armée pour détourner un adversaire de toute entreprise militaire contre elle. Cette pensée revient constamment dans la bouche de M. Khrouchtchev, accompagnée de l'affirmation que l'établissement du système mondial du socialisme a modifié le rapport des forces sur le plan international. « L'époque actuelle, dont le contenu essentiel est le passage du capitalisme au socialisme, est celle de la lutte de deux systèmes sociaux opposés, des révolutions socialistes et des révolutions de libération nationale, de l'écroulement de l'impérialisme, de la liquidation du système colonial ; c'est l'époque où des peuples toujours nouveaux s'engagent dans la voie socialiste, l'époque du triomphe du socialisme et du communisme à l'échelle mondiale. Au cœur de cette époque se trouvent la classe ouvrière internationale et son œuvre principale : le système mondial du socialisme³ ».

Quelle que soit par conséquent la gravité de la menace que la course aux armements fait peser sur un monde instable où des crises locales peuvent à tout instant dégénérer

¹ Cf. *La Nouvelle Revue Internationale*, janvier 1961, p. 31.

² *Rapport au Parti et au Peuple*, Ed. Langues étrangères, Moscou, 1961, p. 39.

³ *Programme du Parti communiste de l'Union soviétique*. Ed. Langues étrangères, Moscou, 1961, p. 7.

en crise générale, il n'en est pas moins évident que le défi soviétique n'a pas un caractère exclusivement militaire. C'est sur le plan économique, sur le plan politique que se poursuit quotidiennement la confrontation des deux systèmes.

*

Nous voici, après ce bref rappel de ce qu'il est convenu d'appeler les bases idéologiques de la politique étrangère soviétique, revenus à notre point de départ, l'étude des sociétés dites socialistes. Pour le non-marxiste, et d'une manière plus générale, pour tous ceux qui sont l'objet de la mise en demeure communiste, il importe d'évaluer non seulement l'efficacité du système, mais son influence sur ceux qui en dépendent, son pouvoir d'attraction et sa capacité de rayonnement.

En effet, le système, soumis à l'érosion du temps, évolue. Les hommes changent. Si le dogme paraît intangible, les interprétations peuvent varier et les problèmes de la vie quotidienne contraindre les uns et les autres à des accommodements. Un nouveau programme vient d'être accepté par le XXII^e Congrès du Parti communiste de l'URSS. Dans quelle mesure les objectifs ambitieux qu'il fixe sont-ils atteignables? Une réponse à cette question ne peut être donnée qu'à travers un examen de la production industrielle et de la situation de l'agriculture, et par une estimation, difficile d'ailleurs, du taux de développement de l'économie soviétique.

A propos de l'avenir des institutions politiques, il faut analyser de près les mesures qui sont censées conduire au dépérissement de l'Etat. Que signifie concrètement l'élargissement du secteur d'autoadministration sociale? Et quelles sont les conséquences du renforcement constant de l'autorité du Parti et du développement de ses tâches?

Il s'agit somme toute de savoir quelles sont les conditions réelles de vie non seulement en Union soviétique, mais dans les pays de l'Europe orientale, de relever les différences, de s'informer de l'évolution des relations entre partis, entre pays, de découvrir dans la mesure du possible quelle est la situation des populations, quelles sont leurs aspirations et leurs réactions à l'égard de leurs gouvernants. Car le monde communiste n'est pas le bloc monolithique que certains imaginent. Il est soumis lui aussi au jeu des forces centripètes et centrifuges. Le polycentrisme si fréquemment évoqué au cours des dernières années résulte de la diversité des situations nationales, dont les partis sont contraints de tenir compte. Ceux qui ont visité la Pologne ont constaté la volonté de continuité historique qui s'exprimait dans la reconstruction des villes et la rapidité avec laquelle les Polonais ont absorbé et en quelque sorte « polonisé » la révolution. Ils ont été frappés également par la liberté de propos et, bien souvent, par le contraste entre la rigidité apparente du système et les multiples assouplissements que les individus ou l'Etat avaient été obligés d'y apporter pour pouvoir vivre.

*

Nous ne saurions prétendre, dans le cadre de cette publication, répondre à toutes les questions. Tout au moins pouvons-nous serrer de plus près certains problèmes, afin de connaître la nature du défi soviétique et d'en mesurer l'ampleur.

Car la neutralité de la Suisse ne la préserve pas de cette confrontation. Pour les dirigeants du communisme international il n'y a pas de troisième voie; on est soit dans le camp du socialisme, soit dans celui du capitalisme et seules des nécessités d'ordre tactique peuvent amener à reconnaître la neutralité d'un Etat.

Une partie de l'opinion helvétique, consciente de l'opposition irréductible du communisme à nos institutions, en tire la nécessité de limiter aussi étroitement que possible les contacts avec les pays appartenant au système socialiste: seules sont tolérées les relations officielles d'Etat à Etat; le citoyen suisse devrait en revanche observer une stricte réserve, s'interdire de commercer avec l'Est et s'opposer aux échanges culturels.

Cette attitude nous paraît aussi fausse que celle des thuriféraires de l'Union soviétique. Dictée par une représentation abstraite du système soviétique considéré comme immuable et monolithique, elle sous-estime les possibilités d'une évolution et ses effets à long terme. Elle nous coupe de sources d'information importantes et nécessaires, et consacre la rupture provoquée en Europe par la révolution soviétique, alors qu'il s'agit au contraire, par une politique de présence, de rétablir des contacts avec ceux qui les recherchent. Ce qu'on appelle le rideau de fer ne doit pas être considéré comme définitif. Les liens noués à travers les siècles entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale ne sont pas tous rompus.

Enfin et surtout, le refus de tout contact est en contradiction complète avec la conception que nous nous faisons d'une société ouverte. Il témoigne d'un manque de confiance surprenant dans la valeur de notre régime démocratique et dans la capacité de jugement du citoyen, et il nous accule, par souci de nous protéger d'une propagande étrangère, à une forme de totalitarisme démocratique. Nous ne devons certes pas oublier que notre pays est, comme tous les autres, impliqué dans la guerre politique que mène l'URSS. Nous ne sous-estimons pas l'efficacité de la machine construite pour orienter l'opinion publique dans un sens favorable aux actions communistes et désagrèger les sociétés occidentales dont on entend faire la conquête. Mais ce n'est pas en restant sur la défensive qu'on gagne les batailles. Les Suisses n'ont pas à redouter une confrontation, à la condition qu'ils s'y préparent.